



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR JEAN-PHILIPPE RÉMY

La course au lithium est lancée

Ce n'est plus un sujet de spécialistes des matières premières, mais déjà un objet de géopolitique brûlant, qui intéresse les États autant qu'il les inquiète : le lithium figure désormais en tête de la liste des « minerais critiques ». Ce métal, qui sert à la fabrication de batteries électriques, voit ses cours exploser, au point d'être qualifié d'« or blanc ». Il a aussi gagné, dans le jargon des groupes miniers, le surnom de « pétrole du XXI^e siècle », indiquant son rôle de premier plan dans la définition des rapports de force mondiaux, un rôle occupé jusqu'ici par les hydrocarbures.

Il suffit de remplacer lithium par gaz pour comprendre la nature des interrogations sur le futur de cette ressource. Le cas de la guerre en Ukraine l'a illustré, lorsque la Russie a en substance fermé ses robinets à destination de l'Europe, procédant à une « militarisation » (*weaponisation*) de cette ressource naturelle. Voilà qui illustre ce qui pourrait arriver demain avec des minerais dits critiques, au premier rang desquels figure le lithium.

Ce métal est crucial pour la production de batteries (au lithium-ion) pour les véhicules électriques, en remplacement des moteurs thermiques (dont l'Europe a programmé la disparition pour 2035), mais aussi de façon plus générale dans toute l'économie de la transition énergétique, parmi d'autres minerais critiques.

« Le monde va passer de kilowattheures très carbonés, consommateurs d'énergies fossiles, à des kilowattheures très "métallisés". En outre, toutes les technologies de pointe et aciers à haute valeur ajoutée utilisent une quantité croissante de métaux rares. C'est notamment le cas de l'industrie aéronautique et de défense », analyse Vincent Donnen, dans une note de l'Institut français des relations internationales consacrée aux métaux critiques.

Le lithium entre – en apparence modestement – dans la fabrication des cathodes, le pôle négatif des batteries électriques. Seulement, qui contrôle la possibilité de fabriquer des cathodes contrôle en fait la production de batteries. En résumé, rien ne sert de construire des *megafactories*, à l'image de celles de Tesla, pour alimenter la consommation exponentielle de véhicules électriques, si un acteur en position de dominance du secteur des cathodes peut couper, du jour au lendemain, l'approvisionnement d'un composant crucial. Cet acteur, ce pourrait être la Chine, où se transforme et se raffine une partie du lithium extrait dans le monde. Mais des contre-offensives sont en cours.

Le lithium n'est pas rare. Il existe en abondance dans plusieurs parties du monde, mais surtout en Chine, en Australie et en Amérique du Sud, trois zones d'où sont extraits environ 90 % du minerai. Une concentration que même le pétrole n'avait pas atteinte avec si peu d'acteurs. A présent, la course pour le contrôle des futurs sites d'extraction est lancée.

LA COMPÉTITION, DÉSORMAIS AUSSI RUDE QUE GLOBALE, IMPLIQUE DES INVESTISSEMENTS GIGANTESQUES

LE MÉTAL QUI SERT À LA FABRICATION DES BATTERIES ÉLECTRIQUES A GAGNÉ LE SURNOM DE « PÉTROLE DU XXI^e SIÈCLE »

En retard sur la Chine, États-Unis et Union européenne ? Ecrasée par le thème de la guerre en Ukraine, une réunion à New York, jeudi 22 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, a à peine été remarquée. C'était un tort, tant son thème constituait la base d'un affrontement qui se déroule, à bas bruit, à l'échelle du globe.

A l'initiative des États-Unis, il s'agissait de construire un Partenariat de sécurité mutuelle (MSP) dans ce secteur, avec des alliés incluant l'Australie, le Canada, le Japon, la France, notamment, ainsi que les pays disposant de réserves, de l'Argentine à la Mongolie, en passant par la République démocratique du Congo (RDC). Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, y a résumé ainsi la situation : « Nous reconnaissons tous que les chaînes d'approvisionnement des minerais critiques sont tout simplement vitales pour notre futur commun. »

La course, désormais, est aussi rude que globale. Elle implique des investissements gigantesques. L'Inde, effrayée par le contrôle de la Chine sur les approvisionnements, vient de lancer un plan d'ampleur de 2,5 milliards de dollars (à peu près autant d'euros). En Argentine, pays faisant partie du « triangle du lithium », à cheval sur le Chili et la Bolivie, plus de cinquante projets d'extraction sont à l'étude. Un acteur européen du secteur qui espérait y remporter un marché dit sa stupéfaction d'avoir vu les groupes chinois emporter des appels d'offres « en triplant les sommes offertes par leurs concurrents ».

Mutation européenne

En sous-main, des pressions politiques de Washington, selon la même source, ont permis à un regroupement de sociétés américaines de l'emporter sur le projet du lac Kachi, en association avec Ford. Ainsi, le constructeur automobile est certain de garantir ses futures livraisons. « C'est l'un des accords sur lesquels nous sommes en train de travailler afin d'aider Ford à sécuriser les matières premières nécessaires à notre plan d'accélération agressif de développement de véhicules électriques », annonce Jennifer Flake, porte-parole de Ford.

L'Europe, qui s'était longtemps cantonnée à un rôle de client passif et confiant dans les circuits logistiques de la globalisation, a entamé elle aussi une mutation. En janvier, Philippe Varin, ancien président de France Industrie, rendait un « Rapport sur la sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie en matières premières minérales pour la transition écologique ».

Commandé par le gouvernement français, le texte alertait sur l'état de la dépendance française vis-à-vis de ces ressources cruciales et dégageait des pistes pour l'avenir, toutes urgentes, comme la création d'un stock stratégique de métaux rares au Havre ou celle d'un fonds d'investissement. Il faut « développer une véritable diplomatie des métaux », avertit Philippe Varin. ■

VLADIMIR POUTINE S'ENFERME DANS LA GUERRE

ÉDITORIAL III

Urgence faisant loi, Vladimir Poutine s'est épargné une gageure : celle de recouvrir l'annexion unilatérale de territoires ukrainiens conquis par la force d'une apparence de légalité. L'organisation au pas de charge, dans ces territoires situés à l'est et au sud du pays, de ce que la Russie a présenté comme des « référendums » a produit un spectacle lamentable de bulletins de vote récoltés parfois au cours d'opérations de porte-à-porte auprès des habitants que les combats n'ont pas fait fuir.

Ce spectacle s'est traduit par des résultats de pacotille qui donneraient à rire s'ils n'ouvraient la voie à une escalade potentiellement dangereuse. Il est plus que probable que seuls les États voyous oseront les

reconnaître, compte tenu du mépris absolu témoigné aux formes. Les alliés occidentaux de l'Ukraine devraient y répondre par l'adoption de nouvelles sanctions.

Ce passage en force russe dit tout d'abord l'estime dans laquelle le maître du Kremlin tient les habitants de ces régions, qui représentent environ un cinquième du territoire de l'Ukraine. Elle est assez faible pour les transformer en figurants de cette mascarade. Il était prévisible, en vérité, que ces derniers soient soumis à cet ajustement par le bas des règles de la démocratie en place en Russie depuis une bonne décennie. Ces « référendums » sont la confirmation de la réalité du joug russe, qui est devenu leur quotidien.

Ce faisant, Vladimir Poutine peut également afficher une nouvelle fois son parfait dédain des normes internationales piétinées en Ukraine depuis 2014. Une fois décrété le rattachement de ses conquêtes à la Russie, le Kremlin va très probablement redécouvrir le principe d'intangibilité des frontières pour celles qu'il a tracées par la mitraille et le pilonnage. Et clamer son intention de les défendre en opposant tous les moyens à des contre-offensives ukrainiennes parfaitement légitimes.

C'est précisément là que réside le risque d'engrenage alimenté par cette piètre mise en scène. Elle devrait plonger dans une douloureuse introspection tous ceux qui

ont accepté en 2014 l'annexion de la Crimée après un premier référendum controversé, pas plus reconnu alors par les Nations unies que ceux de ces derniers jours.

L'effet cliquet de ces plébiscites enferme plus que jamais la Russie dans une logique de guerre. Cette dernière est grosse de dérapages dramatiques, dont le sabotage de gazoducs en mer Baltique, que personne n'a revendiqué, constitue la dernière manifestation. Face à cette fuite en avant, les alliés de l'Ukraine ont encore moins de raisons de relâcher un effort qui produit des résultats sur le terrain du fait de la combativité exceptionnelle des troupes de Kiev.

Sous leur pression, Vladimir Poutine a été contraint de précipiter le calendrier de ces votes, devenus d'autant plus grotesques. Il a été également acculé à une mobilisation partielle à laquelle les Russes en âge de combattre ont souvent répondu par l'esquive ou la fuite à l'étranger.

Il est instructif que ces opérations russes en Ukraine coïncident avec l'organisation en Hongrie, État illibéral s'il en est, d'une « consultation » de l'opinion sur la pertinence des sanctions adoptées contre la Russie, dont Viktor Orbán ne se prive pas de dire tout le mal qu'elles lui inspirent. Le premier ministre hongrois est coutumier de ces manœuvres maquillées en exercices démocratiques, qui n'abusent que les naïfs, ou les sots. ■



Montée et réchauffement des eaux, pêche industrielle, mise en danger de la biodiversité, pollution par le plastique, les mers souffrent et nous n'aurons pas d'océan de rechange. Histoire, géopolitique, environnement, ce hors-série, en écho au thème de la 25^e édition des Rendez-vous de l'histoire de Blois, propose de prendre le large.

RÉPARER LA MER POUR SAUVER L'HOMME

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 9,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique